

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1031

[C — 2012/29158]

23 MARS 2012. — Décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Des conseils d'option(s) et du cadre du personnel dans les Ecoles supérieures des Arts*

Article 1^{er}. Dans l'article 23 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les mots « et artistique » sont insérés entre les mots « projet pédagogique » et les mots « de l'Ecole supérieure des Arts ».

Art. 2. Dans l'article 57 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Chaque Ecole supérieure des Arts est dirigée par un Directeur pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire.

Une Ecole supérieure des Arts qui compte plusieurs domaines se voit attribuer un emploi de Directeur de domaine, par domaine supplémentaire, pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

En cas d'attribution d'une unité d'emploi supplémentaire en vertu de l'alinéa précédent, le Pouvoir organisateur peut, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, limiter la durée du mandat du Directeur de domaine à désigner dans cet emploi à la durée qui reste à courir du ou des mandats en cours de Directeur de domaine.

Le Directeur de domaine est désigné par le Pouvoir organisateur, conformément à la procédure de recrutement applicable pour la désignation des directeurs des Ecoles supérieures des Arts.

Le Directeur de domaine dirige le domaine pour lequel il est désigné. Il agit sous l'autorité du Directeur de l'Ecole supérieure des Arts.

Une Ecole supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 500 étudiants finançables se voit octroyer un emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

Une Ecole supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 800 étudiants finançables se voit octroyer un deuxième emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

Par dérogation à l'alinéa 2, une Ecole supérieure des Arts qui comptait plusieurs domaines et plus de 500 étudiants finançables avant l'année académique 2010-2011 est soumise à la disposition prévue à l'alinéa 6 pour autant que sa situation reste inchangée. »

CHAPITRE II. — *De l'accès aux études, des formations et des grades académiques*

Section I^{re}. — Modifications au décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Art. 3. A l'article 22, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 5°, la phrase « Cette attestation donne accès à la ou les section(s) d'enseignement supérieur organisé en Hautes Ecoles qu'elle indique; » est remplacée par la phrase « Cette attestation donne accès à la ou les section(s) et, le cas échéant, la ou les sous section(s) d'enseignement supérieur organisé en Hautes Ecoles qu'elle indique; »;

2° il est complété par les 10° et 11° rédigés comme suit :

« 10° Soit d'une attestation de réussite à l'examen d'admission universitaire;

11° Soit d'une décision d'équivalence de niveau délivrée en application de l'article 44 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités. »

Art. 4. Dans l'article 25 du même décret, modifié par le décret du 30 juin 2006, les mots « délivrés par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Etat fédéral » sont insérés entre les mots « mentionnés aux articles 15 et 18, § 1^{er}, » et les mots « ou porteurs d'un diplôme ».

Art. 5. Dans l'article 26 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans un des cas de refus visé au § 2, 2°, lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence dûment justifiée de tel document, par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement sont définitivement acquis à celui-ci. Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les cinq années académiques suivantes. »

Art. 6. Dans l'article 31, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 1^{er} décembre 2010, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette planification étalée dans le temps de ses activités et des évaluations associées fait l'objet d'une convention avec les autorités de la Haute Ecole établie au plus tard le 1^{er} décembre de l'année académique, sur avis conforme du Conseil pédagogique, révisable annuellement. A défaut d'avis dans les 15 jours de la date d'introduction par l'étudiant de sa demande, l'avis est réputé conforme. Le Gouvernement peut déroger à la date du 1^{er} décembre sur avis motivé du Conseil pédagogique. »

Art. 7. Dans l'article 81*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, complété par le décret du 18 juillet 2008, les mots « Tous les trois ans » sont remplacés par les mots « Chaque année ».

*Section II. — Modifications au décret du 8 février 1999
relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées
ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 8. L'article 48 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 19 février 2009, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 4, § 1^{er}, les docteurs en médecine, docteurs en médecine vétérinaire, pharmaciens, ingénieurs ou agrégés de l'enseignement supérieur engagés à temps partiel dans une fonction de professeur ou chargé de cours avant le 15 septembre 2009 peuvent prétendre à une désignation à temps plein dans la fonction qu'ils occupent. Les docteurs en médecine, docteurs en médecine vétérinaire, pharmaciens, ingénieurs ou agrégés de l'enseignement supérieur nommés ou engagés à titre définitif avant le 15 septembre 2009 dans une fonction de maître-assistant peuvent prétendre à une désignation dans une fonction de chargé de cours. »

Art. 9. Dans la colonne des « Titres requis » du cours à conférer « Bureautique » de l'annexe 1^{re} du même décret, il est inséré un point e. rédigé comme suit :

« e. le diplôme de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court délivré par un jury de la Communauté française. »

Section III. — Modifications au décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

Art. 10. Dans l'article 6, § 2, du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, rétabli par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « Cette obligation ne s'applique pas aux grilles de cours qui n'ont subi aucune modification par rapport aux grilles de cours précédemment approuvées. » sont insérés entre les mots « leurs modifications. » et les mots « Les grilles de cours sont précédemment approuvées ».

Art. 11. Dans l'article 11, alinéa 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « les porteurs du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace, » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 14 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « hebdomadaire » est abrogé;
- 2° au § 5, alinéa 3, les mots « les porteurs du diplôme de licencié en musique, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en musique, » sont abrogés.

Art. 13. A l'article 19 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :
« Dans chaque année d'études, l'horaire est de minimum 30 heures et de maximum 40 heures de cours par semaine. »;
- 2° au § 4, les mots « et des arts de la parole » sont insérés entre les mots « domaine du théâtre » et les mots « est fixée »;
- 3° au § 5, alinéa 3, les mots « les porteurs du diplôme de licencié en théâtre et en arts de la parole, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en théâtre et arts de la parole, » sont abrogés.

Art. 14. A l'article 23, alinéa 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « les porteurs du diplôme de licencié en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, les étudiants poursuivant des études menant au grade de licencié en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 25 du même décret, les mots « dans le domaine considéré. » sont remplacés par les mots « dans l'option considérée et, pour le domaine de la musique, dans la spécialité considérée. ».

Section IV. — Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 16. Dans l'article 37 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), modifié en dernier lieu par le décret du 9 mai 2008, les 11°, 12°, 13°, 14° et 15° sont abrogés.

Art. 17. L'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 25 mai 2007, est complété par la phrase suivante :

« Une épreuve d'admission est organisée conformément à l'article 25 du décret. »

Art. 18. A l'article 41*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au 1°, les mots « du même cursus » sont remplacés par les mots « de la même option et, pour le domaine de la musique, dans la même spécialité »;
- 2° au 2°, les mots « de même cursus » sont remplacés par les mots « de la même option et, pour le domaine de la musique, dans la même spécialité ».

Art. 19. L'article 41*ter* du même décret, modifié par le décret du 9 mai 2008, est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 41*ter*/1, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 25 mai 2007, les mots « ou à un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur » sont insérés entre les mots « master à finalité didactique » et les mots « ou à un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ».

Art. 21. Dans l'article 41^{quater} du même décret, inséré par le décret du 2 juin 2006, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 22. Dans le chapitre III du titre IV de la deuxième partie du même décret, inséré par le décret du 2 juin 2006, il est inséré un article 41^{quater}/1 rédigé comme suit :

« Art. 41^{quater}/1. Aux conditions générales que fixe le Gouvernement, en vue de l'admission aux études, le directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, valorise les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle. Les étudiants qui bénéficient de cette valorisation sont dispensés de parties correspondantes du programme d'études.

L'expérience visée à l'alinéa précédent doit correspondre à au moins cinq années d'activités, compte non tenu des années d'études supérieures qui n'ont pas été réussies, procédure d'évaluation organisée par un jury d'enseignants de l'option, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, juge si les savoirs et savoir-faire de l'étudiant sont suffisants pour suivre les études avec succès.

Le Gouvernement peut fixer l'organisation des épreuves de valorisation des acquis et les conditions minimales auxquelles doivent satisfaire ces étudiants. »

Art. 23. Dans l'article 41^{quinquies} du même décret, modifié par le décret du 9 mai 2008, les mots « dispositions de l'article précédent » sont remplacés par les mots « dispositions des articles 41^{quater} et 41^{quater}/1 ».

Art. 24. A l'article 47, § 1^{er}, du même décret, complété par le décret du 25 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les mots « et par les membres du jury de délibération. » sont remplacés par les mots « et le secrétaire du jury. »;
- 2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 49, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2008, les mots « d'une section déterminée » sont remplacés par les mots « d'une option déterminée ou, dans le domaine de la musique, d'une spécialité déterminée ».

Section V. — Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 26. Dans l'article 33, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots « des finalités spécialisées et » sont insérés entre les mots « Les intitulés » et les mots « des options ».

Art. 27. Dans l'article 51, § 4, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, l'alinéa suivant est inséré, entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, sont considérés comme université belge les établissements d'enseignement supérieur en Communautés flamande et germanophone, l'Etat fédéral et l'Ecole royale militaire dès lors qu'ils délivrent des titres ou grades similaires. ».

Art. 28. Dans l'article 54, alinéa 1^{er}, 5°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « ou délivrés en Communauté flamande, en Communauté germanophone, par l'Etat fédéral ou l'Ecole royale militaire et » sont insérés entre les mots « grades étrangers » et les mots « sanctionnant des études ».

Art. 29. Dans l'article 55, alinéa 1^{er}, 5°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « ou délivrés en Communauté flamande, en Communauté germanophone, par l'Etat fédéral ou l'Ecole royale militaire et » sont insérés entre les mots « grades étrangers » et les mots « sanctionnant des études ».

Art. 30. Dans la section 5e du chapitre III du titre III de la Partie II du même décret, il est inséré un article 60^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 60^{bis}. Par dérogation aux conditions générales fixées aux articles 54 et 55, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études visées les porteurs d'un titre ou grade étranger qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux formations doctorales ou études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat, même si les études sanctionnées par ces titres ou grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins.

Cette admission doit être exceptionnelle et dûment motivée sur base, notamment, de la preuve formelle et authentique de cette capacité de poursuite d'études doctorales dans le système d'origine.

Les étudiants admis dans ce contexte sont assimilés à ceux admis en vertu de l'article 54, alinéa 1^{er}, 5°, ou de l'article 55, alinéa 1^{er}, 5°. »

Art. 31. L'article 63, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 25 mai 2007, est complété de la manière suivante :

« Pour ce qui concerne les formations conduisant aux professions visées par la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, les programmes répondent aux exigences prévues par ladite Directive et ses annexes. Le CIUF communique chaque année au Gouvernement un avis motivé certifiant le respect de ces exigences par les autorités académiques. »

Art. 32. Dans l'article 68 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, il est inséré un paragraphe 1^{er}^{bis} rédigé comme suit :

« § 1^{er}^{bis}. Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

Sans préjudice des dispositions transitoires visant les anciens titres et grades académiques, notamment celles de l'article 182, dans les systèmes n'exprimant pas explicitement la réussite sous forme de crédits, le jury ne peut valoriser plus de 60 crédits par année d'études à temps plein suivie avec succès. »

Section VI. — Modification au décret du 28 novembre 2008 portant intégration de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux au sein de l'Université de Liège, création de l'Université de Mons par fusion de l'Université de Mons-Hainaut et de la Faculté polytechnique de Mons, restructurant des habilitations universitaires et refinançant les Universités

Art. 33. L'article 20 du décret du 28 novembre 2008 portant intégration de la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux au sein de l'Université de Liège, création de l'Université de Mons par fusion de l'Université de Mons-Hainaut et de la Faculté polytechnique de Mons, restructurant des habilitations universitaires et refinançant les Universités est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 51^{ter} de la même loi, le mandat du Secrétaire désigné en 2011 par le conseil d'administration de l'Université de Liège portera sur une durée de cinq ans. »

CHAPITRE III. — *Du régime disciplinaire*

Section I^{re}. — Modification à l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française

Art. 34. Dans l'article 62^{novies} de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, inséré par le décret du 22 octobre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, le 6^{ème} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - la démission disciplinaire;
- la révocation. »;

2° au § 6, a), les mots « de la démission disciplinaire et » sont insérés entre les mots « A l'exception » et les mots « de la révocation ».

Section II. — Modifications au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 35. Dans l'article 52, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 19 février 2009, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° la démission disciplinaire; ».

Art. 36. Dans l'article 90 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , à une démission disciplinaire » sont insérés entre les mots « à une mise en non-activité disciplinaire » et les mots « ou à une révocation »;

2° à l'alinéa 3, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre ».

Art. 37. Dans l'article 99, alinéa 1^{er}, du même décret, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° en cas de sanction disciplinaire de démission disciplinaire ou de révocation. »

Art. 38. Dans l'article 149 du même décret, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la démission disciplinaire;
7° le licenciement pour faute grave. »

Art. 39. Dans l'article 169, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les mots « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 40. Dans l'article 193, alinéa 1^{er}, du même décret, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° par le licenciement pour faute grave ou la démission disciplinaire; ».

Art. 41. Dans l'article 227 du même décret, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° la démission disciplinaire; ».

Art. 42. Dans l'article 262, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « démission d'office » sont remplacés par les mots « démission disciplinaire ».

Art. 43. Dans l'article 272, alinéa 1^{er}, 8°, du même décret, les mots « de démission d'office » sont remplacés par les mots « de démission disciplinaire ».

Section III. — Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 44. Dans l'article 169, alinéa 2, 5°, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les mots « 5°, 6° et 7° » sont remplacés par les mots « 5°, 6°, 7° et 8° ».

Art. 45. Dans l'article 170, alinéa 1^{er}, 1° du même décret, les mots « 5°, 6° et 7° » sont remplacés par les mots « 5°, 6°, 7° et 8° ».

Art. 46. Dans l'article 171, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° la démission disciplinaire; ».

Art. 47. Dans l'article 209, alinéa 1^{er}, du même décret, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° en cas de sanction disciplinaire, de démission disciplinaire ou de révocation; ».

Art. 48. Dans l'article 288, alinéa 1^{er}, du même décret, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la démission disciplinaire; ».

Art. 49. Dans l'article 324, alinéa 1^{er}, 8°, du même décret, les mots « démission d'office » sont remplacés par les mots « démission disciplinaire ».

Art. 50. Dans l'article 416, alinéa 2, 5°, du même décret, les mots « 4°, 5° et 6°, » sont remplacés par les mots « 4°, 5°, 6° et 7°, ».

Art. 51. Dans l'article 417, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « 4°, 5° et 6°; » sont remplacés par les mots « 4°, 5°, 6° et 7°; ».

Art. 52. Dans l'article 419, alinéa 1^{er}, du même décret, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la démission disciplinaire;

7° le licenciement pour faute grave. »

Art. 53. Dans l'article 455, alinéa 1^{er}, du même décret, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° par le licenciement pour faute grave ou la démission disciplinaire; ».

Section IV. — Modifications au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 54. Dans l'article 10, § 1^{er}, 9°, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par le décret du 19 février 2009, les mots « d'une démission disciplinaire, » sont insérés entre les mots « Ne pas avoir fait l'objet » et les mots « d'une révocation ».

Art. 55. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, 9°, du même décret, les mots « d'une démission disciplinaire, » sont insérés entre les mots « Ne pas avoir fait l'objet » et les mots « d'une révocation ».

Art. 56. Dans l'article 35, alinéa 2, 5°, du même décret, les mots « 4° ou 6° » sont remplacés par les mots « 4°, 5°, 6° ou 7° ».

Art. 57. Dans l'article 36, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « 4° ou 6° » sont remplacés par les mots « 4°, 5°, 6° ou 7° ».

Art. 58. Dans l'article 43 du même décret, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la démission disciplinaire;

7° la révocation dans les établissements officiels ou le licenciement pour faute grave dans les établissements libres subventionnés. »

Art. 59. Dans l'article 60, alinéa 1^{er}, du même décret, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° en cas de sanction disciplinaire, de démission disciplinaire, de révocation ou de licenciement pour faute grave; ».

CHAPITRE IV. — *Du financement des étudiants et des institutions*

Section I^{re}. — Modification à la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université Catholique de Louvain « Université Catholique de Louvain-Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université Catholique de Louvain-Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise

Art. 60. Dans l'article 3, § 2, de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université Catholique de Louvain-Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université Catholique de Louvain-Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise, modifié par les lois du 11 mars 1954 et du 28 mai 1970, les mots « 1 000 000 francs » sont remplacés par les mots « 750.000 euros ».

Section II. — Modification à la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux Universités de l'Etat à Gand et à Liège

Art. 61. Dans l'article 3 de la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux Universités de l'Etat à Gand et à Liège, modifié par la loi du 11 mars 1954, les mots « 100 000 francs » sont remplacés par les mots « 750.000 euros ».

Section III. — Modification à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 62. Dans l'article 27, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, les mots « est répartie au prorata du nombre de crédits suivis dans ces institutions. » sont remplacés par les mots « est déterminée, conformément à l'alinéa précédent, par le total des crédits suivis dans l'ensemble des établissements et est attribué à l'une d'entre elles, conformément à la convention prévue à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités. Les institutions se reversent ensuite les compensations financières selon la convention qui les lie. ».

*Section IV. — Modifications au décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 63. L'article 5 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, remplacé par le décret du 30 juin 2006, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque l'étudiant a choisi de répartir les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années prévues au programme au sens de l'article 31, § 1^{er} du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, il ne sera pris en compte pour le financement que pour moitié durant la première année de l'étalement, le solde étant reporté intégralement sur la deuxième année de l'étalement. »

Art. 64. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

- 1^o au *d*), entre les mots « dont le conjoint » et les mots « réside en Belgique » sont insérés les mots « ou le cohabitant légal »;
- 2^o le *k*) est remplacé par ce qui suit :
« *k*) autres que ceux mentionnés au points *a*) à *j*). Toutefois, ces étudiants ne peuvent intervenir qu'à concurrence d'1 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges finançables de l'année académique précédente dans la Haute Ecole concernée. »

Art. 65. Dans l'article 8, § 1^{er}, 1^o, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009, les mots « sauf dans les sections kinésithérapie, traducteurs-interprètes et logopédie, » sont insérés entre les mots « de l'enseignement universitaire, » et les mots « sans l'avoir réussie, ».

Art. 66. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2007, le 4^o est complété par les mots « , ainsi que par la somme des coûts salariaux des membres du personnel définitif écartés dans le cadre de la protection de la maternité en application des dispositions fédérales protectrices de la maternité. ».

Section V. — Modification au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 67. Dans le titre *Ilbis* du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), inséré par le décret du 19 juillet 2010, l'article *57bis* devient l'article *57quater*.

*Section VI. — Modifications au décret du 19 mai 2004
instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur*

Art. 68. L'article 2 du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, modifié par le décret du 18 juillet 2008 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Ce fonds est subdivisé en deux parties de la façon suivante :

- 1^o l'une destinée à compléter en cofinancement les moyens similaires provenant de fonds de l'Union européenne destinés à favoriser la mobilité étudiante en son sein, conformément à sa législation;
- 2^o l'autre destinée à soutenir toute forme de mobilité étudiante, au sens de ce décret.

Chaque année, sur avis du Conseil supérieur de la mobilité visé à l'article 8, le Gouvernement détermine la répartition relative de ces deux parts, sans que l'une d'elles puisse être inférieure à 20 %. ».

Art. 69. Dans l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, l'alinéa 2 est complété par les mots « belges ou étrangers ».

Art. 70. Dans l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les étudiants titulaires d'une allocation d'études en application du décret du 7 novembre 1993 réglant les allocations et prêts d'études, le montant total de la bourse de mobilité émergeant à la part cofinancée du Fonds ne peut être inférieur à 400 euros par mois, déduction faite des autres aides à la mobilité dont bénéficierait l'étudiant. ».

Art. 71. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Afin de garantir une répartition équitable des moyens, les établissements d'enseignement supérieur sont tenus d'indiquer au Conseil visé à l'article 8 toutes les autres aides à la mobilité étudiante qu'ils octroient aux bénéficiaires du Fonds. ».

CHAPITRE V. — Des traitements

Art. 72. L'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement initial de 34.560,95 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 37.013,35 euros, 39.465,75 euros, 41.918,15 euros, 44.370,55 euros, 46.822,95 euros, 49.275,35 euros, 51.727,75 euros et 54.180,15 euros. ».

Art. 73. L'article 37, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.320,13 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 2.160,07 euros et plus de 34.561,02 euros. ».

Art. 74. L'article 38 de la même loi, modifié par le décret du 19 février 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement initial de 40.431,94 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 43.961,87 euros, 47.491,80 euros, 51.021,73 euros, 54.551,66 euros, 58.081,59 euros et 61.611,52 euros. ».

Art. 75. L'article 39 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.716,52 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 37.732,14 euros. ».

Art. 76. L'article 39bis de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement initial de 45.262,40 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 50.018,51 euros, 54.774,62 euros, 59.530,72 euros, 64.286,84 euros et 69.042,95 euros. ».

Art. 77. L'article 39ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« à partir du 1^{er} décembre 2010, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 5.120,29 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 40.962,30 euros. ».

CHAPITRE VI. — *De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique d'urgence*

Art. 78. L'article 1^{er} du décret 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, modifié par le décret du 27 mars 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« L'article 28 s'applique également aux membres du personnel exerçant leurs fonctions dans l'enseignement supérieur non universitaire, visés par :

- le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);
- le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;
- le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté.

Art. 79. Dans l'article 28, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 27 mars 2002, les mots « , dans un établissement d'enseignement supérieur non universitaire » sont insérés entre le mot « secondaire » et les mots « et dans le centre ».

CHAPITRE VII. — *Entrées en vigueur*

Art. 80. Le présent décret entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des articles 3 à 9 et 63 à 65 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2011-2012;
- de l'article 68 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2012;
- des articles 26 à 30, 32, 33, 62 et 69 à 71 qui produisent leurs effets à partir de l'année académique 2012-2013;
- des articles 72 à 77 qui produisent leurs effets au 1^{er} décembre 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mars 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2011-2012

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 320-1. – Amendements de commission, n° 320-2 — Rapport, n° 320-3
Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 21 mars 2012.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1031

[C — 2012/29158]

23 MAART 2012. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Optieraden en personeelsformatie in hogere kunstschoolen*

Artikel 1. In artikel 23 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden « het pedagogisch project van de hogere kunstschool » vervangen door de woorden « het pedagogische en artistieke project van de hogere kunstschool ».

Art. 2. In artikel 75 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt paragraaf één vervangen door hetgeen volgt:

« § 1. Elke hogere kunstschool staat onder de leiding van een directeur, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid wordt toegekend.

Een hogere kunstschool die meerdere studiegebieden telt krijgt een betrekking van directeur van een studiegebied, per bijkomend studiegebied, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid wordt toegekend voor vijf jaar.

Wordt een bijkomende betrekkingseenheid toegekend krachtens het vorige lid, dan kan de Inrichtende Macht, na advies van de Pedagogische beheersraad, de duur beperken van het mandaat van de directeur van een studiegebied in deze betrekking tot de duur die overblijft voor het of de mandaat(mandaten) dat (die) lopend is (zijn) van directeur van een studiegebied.

De directeur van een studiegebied wordt door de Inrichtende Macht aangewezen, overeenkomstig de wervingsprocedure toepasselijk op de aanwijzing van de directeurs van de hogere kunstschoolen.

De directeur van het studiegebied heeft de leiding van het gebied waarvoor hij wordt aangewezen. Hij handelt onder het gezag van de directeur van de hogere kunstschool.

Een hogere kunstschool die enkel één studiegebied inricht en die ten minste 500 financierbare studenten telt, krijgt een betrekking van adjunct-directeur toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

Een hogere kunstschool die enkel één studiegebied inricht en die ten minste 800 financierbare studenten telt, krijgt een tweede betrekking van adjunct-directeur toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

In afwijking van het tweede lid, wordt de hogere kunstschool die meerdere studiegebieden en meer dan 500 financierbare studenten voor het academiejaar 2010-2011 telde, wordt onderworpen aan de bepaling bedoel bij het zesde lid voor zover de toestand ongewijzigd blijft. ».

HOOFDSTUK II. — *Toegang tot de studies, opleidingen en academische graden**Afdeling I. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 3. In artikel 22, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordende volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij 5° wordt de zin « Dat attest geeft toegang tot de afdeling(en) van het in hogescholen georganiseerde hoger onderwijs die het vermeldt; » door de volgende zin vervangen « Dat attest geeft toegang tot de afdeling(en) en, desgevallend, de subafdelingen van het in hogescholen georganiseerde hoger onderwijs die het vermeldt; »;

2° de paragraaf wordt aangevuld met de punten 10° en 11° luidend als volgt :

« 10° ofwel een attest van slagen voor het examen dat toegang verleent tot universitaire studie;

11° ofwel een beslissing van niveaugelijkwaardigheid uitgereikt met toepassing van artikel 44 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. ».

Art. 4. In artikel 25 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de woorden « met deze vermeld in de artikelen 15 en 18, § 1, of houder » vervangen door de woorden « met deze vermeld in de artikelen 15 en 18, § 1, uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Federale Staat of houder ».

Art. 5. In artikel 26 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt paragraaf 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. Het bewijs dat de student aan de toegangsvoorwaarden voldoet en dat hij niet in de in § 2, 2°, bedoelde gevallen van weigering verkeert, valt ten laste van de student. Het kan gegeven worden door elk degelijk officieel bewijsstuk of bij ontstentenis ervan, door een verklaring op erewoord die de student ondertekent.

In geval van bedrog bij de inschrijving verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, alsmede alle rechten verbonden aan deze hoedanigheid en de rechtsuitwerking verbonden aan het slagen voor de proeven gedurende het betrokken academiejaar. Het inschrijvingsgeld gestort aan de inrichting wordt definitief aan de inrichting toegewezen. De student mag tot geen instelling voor hoger onderwijs worden toegelaten, in ongeacht welke hoedanigheid, en dit gedurende de vijf volgende academiejaren. ».

Art. 6. In artikel 31, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De in de tijd verspreide programmering van zijn activiteiten en de ermee gepaard gaande evaluaties maken deel uit van een overeenkomst met de overheid van de hogeschool gesloten, ten laatste op 1 december van het academiejaar, op eensluidend advies van de Pedagogische raad, en die jaarlijks herzien kan worden. Bij gebrek aan een advies binnen de veertien dagen na de aanvraag van de student, wordt het advies geacht eensluidend te zijn. De Regering kan van de datum van 1 december op met redenen omkleed advies van de Pedagogische raad afwijken. ».

Art. 7. In artikel 81*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 18 juli 2008, worden de woorden « om de drie jaar » vervangen door de woorden « Elk jaar ».

Afdeling II. — Wijzigingen aan het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 8. Artikel 48 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt met een paragraaf 4, luidend als volgt, aangevuld :

« § 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 4, § 1, kunnen de doctoren in de geneeskunde, doctoren in de diergeneeskunde, apothekers, ingenieurs of geaggregeerden van het hoger onderwijs die deeltijds verworven zijn in een ambt van hoogleraar of docent vóór 15 september 2009, aanspraak maken op een deeltijdse aanstelling in het ambt dat zij bekleden. De doctoren in de geneeskunde, doctoren in de diergeneeskunde, apothekers, ingenieurs of geaggregeerden van het hoger onderwijs die in vast verband benoemd of verworven zijn in een ambt van meester-assistent vóór 15 september 2009, aanspraak maken op een aanstelling in het ambt docent. ».

Art. 9. In de kolom « Vereiste bekwaamheidsbewijzen » van de toe te kennen cursus « Kantoorautomatisering » van de bijlage 1 bij hetzelfde decreet, wordt een punt e., luidend als volgt, ingevoegd :

« e. het diploma van stenotypiste en typiste - tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en hoger onderwijs van het korte type uitgereikt door een examencommissie van de Franse Gemeenschap. ».

Afdeling III. — Wijzigingen aan het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs

Art. 10. In artikel 6, § 2, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, opnieuw ingevoerd door het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « De directeur van de Hogere Kunstschool, op voorstel van de pedagogische beheersraad, legt de lesroosters en de wijzigingen ervan ter goedkeuring voor aan de Regering. De lesroosters worden door de Regering goedgekeurd, volgens de procedure die zij bepaalt. » vervangen door de woorden « De directeur van de Hogere Kunstschool, op voorstel van de pedagogische beheersraad, legt de lesroosters en de wijzigingen ervan ter goedkeuring voor aan de Regering. Deze verplichting is niet van toepassing op de lesroosters die niet gewijzigd werden in vergelijking met de vooraf goedgekeurde lesroosters. De lesroosters worden door de Regering goedgekeurd, volgens de procedure die zij bepaalt. ».

Art. 11. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « de houders van het diploma van licentiaat in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten, » opgeheven.

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° bij § 1, eerste lid, wordt het woord « wekelijkse » opgeheven;
- 2° bij § 5, derde lid, worden de woorden « de houders van het diploma van licentiaat in de muziek, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de muziek, », opgeheven.

Art. 13. In artikel 19 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :
« Voor ieder studiejaar is de lesrooster minimum 30 uur en maximum 40 uur cursus per week. »;
- 2° in paragraaf 4 worden de woorden « het domein van de toneelkunst » vervangen door de woorden « het domein van de toneelkunst en van de woordkunsten »;
- 3° in paragraaf 5, derde lid, worden de woorden « de houders van het diploma van licentiaat in de toneelkunst en de woordkunsten, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de toneelkunst en de woordkunsten, » opgeheven.

Art. 14. In artikel 23, derde lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « de houders van het diploma van licentiaat in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie, de studenten die studies volgen die leiden tot de graad van licentiaat in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie, » opgeheven.

Art. 15. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de woorden « op het betrokken gebied » vervangen door de woorden « voor de in aanmerking genomen optie en, op het gebied van muziek, op het betrokken gebied. ».

Afdeling IV. — Wijzigingen aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 16. In artikel 37 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), laatst gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008, worden de punten 11°, 12°, 13°, 14° en 15° opgeheven.

Art. 17. Artikel 38, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, wordt met de volgende zin aangevuld :

« Er wordt een toelatingsproef ingericht overeenkomstig artikel 25 van het decreet. ».

Art. 18. In artikel 41*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij 1° worden de woorden « van dezelfde cursus » vervangen door de woorden « van dezelfde optie en, op het gebied van de muziek, in dezelfde specialiteit »;

2° bij 1° worden de woorden « van dezelfde cursus » vervangen door de woorden « van dezelfde optie en, op het gebied van de muziek, in dezelfde specialiteit ».

Art. 19. Artikel 41*ter* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008, wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 41*ter*/1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 25 mei 2007, worden de woorden « master met een didactische finaliteit of van een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « master met een didactische finaliteit of van een graad van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of van een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs ».

Art. 21. In artikel 41*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 22. In hoofdstuk III van titel IV van het tweede deel van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt een artikel 41*quater*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41*quater*/1. - Onder de door de Regering vast te stellen algemene voorwaarden, met het oog op de toelating tot de studies, maakt de directeur, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, de kennis en de bekwaamheid van studenten geldig die ze door hun persoonlijke of beroepservaring hebben verworven. De studenten die deze geldigmaking genieten, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma.

De ervaring bedoeld bij het vorige lid moet overeenstemmen met minstens vijf jaar activiteiten, waarbij er geen rekening wordt gehouden met de jaren hogere studies die ze niet met succes zouden hebben gevolgd. Op het einde van een evaluatieprocedure ingericht door een examencommissie van onderwijzers van de betrokken optie, beslist de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, of de kennis en de bekwaamheid van de student voldoende om de studies met succes te volgen.

De Regering kan de inrichting bepalen van proeven tot geldigmaking van de verworven bekwaamheden en de minimumvoorwaarden vastleggen waaraan deze studenten moeten voldoen. ».

Art. 23. In artikel 41*quinquies* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008 worden de woorden « de bepalingen van het voorafgaande artikel » vervangen door de woorden « de bepalingen van artikel 41*quater* en 41*quater*/1 ».

Art. 24. In artikel 47, § 1, van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 25 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « en door de leden van de beraadslagingscommissie » vervangen door de woorden « en de secretaris van de examencommissie. »;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 25. In artikel 49, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2008, worden de woorden « van een bepaalde afdeling » vervangen door de woorden « van een bepaalde afdeling of, op het gebied van muziek, van een bepaalde specialiteit ».

Afdeling V. — Wijzigingen aan het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

Art. 26. In artikel 33, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de woorden « De titels van de opties worden bepaald door de instelling » vervangen door de woorden « De titels van de opties en van de gespecialiseerde specialiteiten worden bepaald door de instelling ».

Art. 27. In artikel 51, § 4, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid worden beschouwd als Belgische universiteiten de inrichtingen voor hoger onderwijs in de Vlaamse of Duitstalige Gemeenschappen, de Federale Staat en de Koninklijke Militaire School voor zover zij gelijkwaardige bekwaamheidsbewijzen of graden uitreiken. »

Art. 28. In artikel 54, eerste lid, 5°, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden die studies van een tweede cyclus bekrachtigen » vervangen door de woorden « een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden of bewijzen of graden uitgereikt in de Vlaamse Gemeenschap, in de Duitstalige Gemeenschap, door de Federale Staat of de Koninklijke militaire school, die studies van een tweede cyclus bekrachtigen ».

Art. 29. In artikel 55, eerste lid, 5°, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden die studies van een tweede cyclus bekrachtigen » vervangen door de woorden « een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden of bewijzen of graden uitgereikt in de Vlaamse Gemeenschap, in de Duitstalige Gemeenschap, door de Federale Staat of de Koninklijke militaire school, die studies van een tweede cyclus bekrachtigen ».

Art. 30. In de afdeling 5^e van hoofdstuk III van titel III van Deel II van hetzelfde decreet wordt een artikel 60*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60*bis*. In afwijking van de algemene voorwaarden bepaald bij de artikelen 54 en 55, mits inachtneming van de aanvullende voorwaarden erin vervat, kan de academische overheid ook houders van een buitenlands(e) bekwaamheidsbewijs of graad die (dat), in het oorspronkelijke systeem, rechtstreeks toegang verleent tot doctorale opleidingen of studies en activiteiten betreffende de voorbereiding van een proefschrift tot de studies toelaten, zelfs als deze studies bekrachtigd worden door bekwaamheidsbewijzen of graden die niet georganiseerd worden in afzonderlijke cycli of in minstens vijf jaar.

Deze toelating moet uitzonderlijk zijn en met redenen omkleed worden op basis, onder andere, van het formele en authentieke bewijs van deze bekwaamheid om doctorale studies te volgen in het oorspronkelijke systeem.

De studenten die in deze context toegelaten worden, worden gelijkgesteld met deze toegelaten krachtens artikel 54, eerste lid, 5°, of van artikel 55, eerste lid, 5°. ».

Art. 31. Artikel 63, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, wordt op de volgende wijze aangevuld :

« Wat betreft de opleidingen die tot de beroepen bedoeld in de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties leiden, moeten de programma's aan de vereisten bepaald in deze richtlijn en haar bijlage voldoen. De CIUF deelt om het jaar aan de Regering een met redenen omkleed advies mee waarbij wordt bevestigd dat deze vereisten in acht worden genomen door de academische overheid. ».

Art. 32. In artikel 68 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1*bis*. Wanneer ze studiepunten geldig maakt die verworven werden in het kader van voorafgaande studies, kan de examencommissie niet meer studiepunten geldig maken als deze toegekend door de examencommissie van de inrichting waar de overeenstemmende lessen gevolgd, geëvalueerd en bekrachtigd werden.

Onverminderd de overgangsbepalingen met betrekking tot de oude bekwaamheidsbewijzen en academische graden, inzonderheid deze van artikel 182, in de systemen die het slagen niet expliciet in studiepunten uitdrukken, kan de examencommissie niet meer dan 60 studiepunten per geslaagd voltijds studiejaar geldig verklaren. ».

Afdeling VI. — Wijzigingen aan het decreet van 28 november 2008 tot integratie van de "Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux" in de "Université de Liège", oprichting van de "Université de Mons" door de fusie van de "Université de Mons-Hainaut" en de "Faculté polytechnique de Mons", herstructurering van de universitaire machtigingen en herfinanciering van de Universiteiten

Art. 33. Artikel 20 van het decreet van 28 november 2008 tot integratie van de "Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux" in de "Université de Liège", oprichting van de "Université de Mons" door de fusie van de "Université de Mons-Hainaut" en de "Faculté polytechnique de Mons", herstructurering van de universitaire machtigingen en herfinanciering van de Universiteiten, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In afwijking van artikel 51*ter* van dezelfde wet zal het mandaat van Secretaris aangesteld in 2011 door de raad van bestuur van de « Université de Liège » een duur van vijf jaar bedragen. ».

HOOFDSTUK III. — *Tuchtregeling*

Afdeling I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap

Art. 34. In artikel 62*novies* van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij het decreet van 22 oktober 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het zesde streepje vervangen door wat volgt :

« - de tuchtschorsing;

de afzetting. »;

2° in paragraaf 6, *a*), worden de woorden « behalve de afzetting » vervangen door de woorden « behalve de tuchtschorsing en de afzetting ».

Afdeling II. — Wijzigingen aan het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 35. In artikel 52, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° het ontslag bij tuchtmaatregel; ».

Art. 36. In artikel 90 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « , tot een ontslag bij tuchtmaatregel » ingevoegd tussen de woorden « tot een plaatsing in een disciplinaire inactiviteit » en de woorden « en tot een ontheffing »;

2° in het derde lid wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier ».

Art. 37. In artikel 99, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° in geval van de tuchtsanctie, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting. ».

Art. 38. In artikel 149 van hetzelfde decreet wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° het ontslag wegens een zware fout. ».

Art. 39. In artikel 169, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 40. In artikel 193, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° indien ze ontslagen werden wegens een zware fout of indien ze ontslagen werden bij tuchtmaatregel; ».

Art. 41. In artikel 227 van hetzelfde decreet wordt 7° vervangen als volgt :

« 7° het ontslag bij tuchtmaatregel; ».

Art. 42. In artikel 262, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 43. In artikel 272, eerste lid, 8°, van hetzelfde decreet worden de woorden « van ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « van ontslag bij tuchtmaatregel ».

Afdeling III – Wijzigingen aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

Art. 44. In artikel 169, tweede lid, 5°, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden « 5°, 6° en 7° » vervangen door de woorden « 5°, 6°, 7° en 8° ».

Art. 45. In artikel 170, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 5°, 6° en 7° » vervangen door de woorden « 5°, 6°, 7° en 8° ».

Art. 46. In artikel 171, eerste lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt 7° vervangen als volgt :

« 7° het ontslag bij tuchtmaatregel; ».

Art. 47. In artikel 209, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° in geval van de tuchtsanctie, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting; ».

Art. 48. In artikel 288, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel; ».

Art. 49. In artikel 324, eerste lid, 8°, van hetzelfde decreet worden de woorden « van ambtswege worden ontslagen » vervangen door de woorden « bij tuchtmaatregel worden ontslagen »;

Art. 50. In artikel 416, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 51. In artikel 417, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 52. In artikel 419, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° het ontslag wegens een zware fout. ».

Art. 53. In artikel 455, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° indien ze ontslagen werden wegens een zware fout of indien ze ontslagen werden bij tuchtmaatregel; ».

Afdeling IV. — Wijzigingen aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, hogere kunsthochscholen en hogere instituten voor architectuur

Art. 54. In artikel 10, § 1, 9°, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, hogere kunsthochscholen en hogere instituten voor architectuur, gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « van een ontslag bij tuchtmaatregel, » ingevoegd tussen de woorden « Niet het voorwerp hebben uitgemaakt » en de woorden « van een afzetting ».

Art. 55. In artikel 15, eerste lid, 9°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van een ontslag bij tuchtmaatregel, » ingevoegd tussen de woorden « Niet het voorwerp hebben uitgemaakt » en de woorden « van een afzetting ».

Art. 56. In artikel 35, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4° of 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° of 7° ».

Art. 57. In artikel 36, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4° of 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° of 7° ».

Art. 58. In artikel 43 van hetzelfde decreet wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° de afzetting in de officiële inrichtingen of het ontslag wegens een zware fout in de gesubsidieerde vrije inrichtingen. ».

Art. 59. In artikel 60, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 8° vervangen als volgt :

« 8° bij tuchtsanctie, ontslag bij tuchtmaatregel, afzetting of ontslag wegens een zware fout; ».

HOOFDSTUK IV. — *Financiering van de studenten en van de instellingen*

Afdeling I. — Wijziging van de wet van 12 augustus 1911 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de "Katholieke Universiteit te Leuven - Université Catholique de Louvain", aan de "Vrije Universiteit Brussel", aan de "Université libre de Bruxelles", en waarbij aan de "Katholieke Universiteit te Leuven - Université Catholique de Louvain" machtiging wordt verleend een Franstalige en een Nederlandstalige universiteit op te richten.

Art. 60. In artikel 3, § 2, van de wet van 12 augustus 1911 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de "Katholieke Universiteit te Leuven - Université Catholique de Louvain", aan de "Vrije Universiteit Brussel", aan de "Université libre de Bruxelles", en waarbij aan de "Katholieke Universiteit te Leuven - Université Catholique de Louvain" machtiging wordt verleend een Franstalige en een Nederlandstalige universiteit op te richten, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1954 en 28 mei 1970, worden de woorden « 1 000 000 frank » vervangen door de woorden « 750.000 euro ».

Afdeling II. — Wijziging van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de universiteiten van Gent en Luik

Art. 61. In artikel 3 van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de universiteiten van Gent en Luik, gewijzigd bij de wet van 11 maart 1954, worden de woorden « 100 000 frank » vervangen door de woorden « 750.000 euro ».

Afdeling III. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling

Art. 62. In artikel 27, § 1, vierde lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de woorden « wordt verdeeld naar rata van het aantal studiepunten behaald in deze instellingen » vervangen door de woorden « wordt overeenkomstig het vorige lid bepaald door het totaal van de studiepunten behaald in het geheel van de instellingen en wordt toegewezen aan één van die, overeenkomstig de overeenkomst bedoeld in artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. De instellingen storten daarna de financiële compensatie onder elkaar volgens de overeenkomst waaraan ze gebonden zijn. »

Afdeling IV. — Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 63. Artikel 5 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, vervangen bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer de student gekozen heeft voor de verdeling van de cursussen van een studiecycclus over een aantal academiejaren dat hoger is dan het aantal jaren voorzien in het programma in de zin van artikel 31, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zal het slechts voor de helft in aanmerking worden genomen voor de financiering tijdens het eerste jaar; het saldo zal integraal overgedragen worden naar het tweede verspreidingsjaar. ».

Art. 64. In artikel 6, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder *d)* tussen de woorden « wier echtgenoot(ote) » en de woorden « in België verblijft » worden de woorden « of de wettelijk samenwonend » ingevoegd;

- 2° *k)* wordt vervangen als volgt : anderen dan die vermeld onder punten *a)* tot *j)*. Die studenten mogen echter naar rata van hoogstens 1 per cent van het aantal Belgische studenten die op het voorafgaande academiejaar in de betrokken Hogeschool regelmatig ingeschreven waren, in aanmerking komen. ».

Art. 65. In artikel 8, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « behalve in de afdeling kinesitherapie, vertalen-tolken en logopedie, « ingevoegd tussen de woorden « van het universitaire onderwijs » en de woorden « zonder geslaagd te zijn, ».

Art. 66. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, wordt 4° aangevuld als volgt : « , alsook de som van de weddenkosten voor de vast benoemden personeelsleden die verwijderd worden in het kader van de moederschapsbescherming met toepassing van de federale bepalingen inzake moederschapsbescherming. ».

Afdeling V. — Wijziging aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 67. In de titel *IIbis* van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2010, wordt artikel 57*bis* artikel 57*quater*.

Afdeling VI. — Wijzigingen aan het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs)

Art. 68. Artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs), wordt aangevuld als volgt :

« Dit Fonds wordt als volgt in twee gedeeltes gedeeld :

- 1° één gedeelte om als cofinanciering de gelijke middelen afkomstig uit het Fonds van de Europese Unie aan te vullen die ten doel hebben de studentenmobiliteit binnen deze Unie te bevorderen overeenkomstig de wetgeving;
- 2° een ander gedeelte om elke vorm van studentenmobiliteit te ondersteunen, in de zin van dit decreet.

Elk jaar, op advies van de Hoge Raad voor Mobiliteit bedoeld in artikel 8, bepaalt de Regering de verdeling betreffende deze twee gedeeltes waarbij één onder wie niet lager dan 20 % kan zijn. ».

Art. 69. In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « Belgische of buitenlandse ».

Art. 70. In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Voor de studenten die een studietoelage genieten met toepassing van het decreet van 7 november 1983 tot regeling van de studietoelagen en -leningen, mag het totaal bedrag van de mobiliteitsbeurs afkomstig uit het gecofinancierde gedeelte van het Fonds niet lager zijn dan 400 euro per maand, na aftrek van de andere hulpmiddelen voor mobiliteit waarvoor de student in aanmerking zou komen. ».

Art. 71. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Met het oog op een eerlijke verdeling van de middelen, zijn de inrichtingen voor hoger onderwijs ertoe gehouden alle andere hulpmiddelen voor studentenmobiliteit aan de Raad bedoeld in artikel 8 mee te delen die ze aan de begunstigden van het Fonds toekennen. »

HOOFDSTUK V. — *De wedden*

Art. 72. Artikel 36 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, een aanvangswedde van 34.560,95 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 37.013,35 euro, 39.465,75 euro, 41.918,15 euro, 44.370,55 euro, 46.822,95 euro, 49.275,35 euro, 51.727,75 euro en 54.180,15 euro vermeerderd wordt. ».

Art. 73. Artikel 37, eerste lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, van een vaste wedde, berekend op basis van 4.320,13 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat ze minder dan 2.160,07 euro en meer dan 34.561,02 euro zouden kunnen krijgen. ».

Art. 74. Artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, een aanvangswedde van 40.431,94 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 43.961,87 euro, 47.491,80 euro, 51.021,73 euro, 54.551,66 euro, 58.081,59 euro en 61.611,52 euro vermeerderd wordt. ».

Art. 75. Artikel 39 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, een vaste wedde, berekend op basis van 4.716,52 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat ze minder dan 37.732,14 euro zouden kunnen krijgen. ».

Art. 76. Artikel 39bis van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, een aanvangswedde van 45.262,40 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 50.018,51 euro, 54.774,62 euro, 59.530,72 euro, 64.286,84 euro en 69.042,95 euro vermeerderd wordt. ».

Art. 77. Artikel 39ter, eerste lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

« vanaf 1 december 2010, een vaste wedde, berekend op basis van 5.120,29 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat ze minder dan 40.962,30 euro zouden kunnen krijgen. ».

HOOFDSTUK VI. — *Gerechtelijke bijstand en psychologische noodhulp*

Art. 78. Artikel 1 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Artikel 28 is ook van toepassing op de personeelsleden die hun ambten in het niet-universitair hoger onderwijs uitoefenen, bedoeld bij :

- het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);
- het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;
- het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor Architectuur. ».

Art. 79. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002, worden de woorden « , in een inrichting voor het niet-universitair hoger onderwijs » ingevoegd tussen het woord « secundair » en de woorden « en in het centrum ».

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtredingen*

Art. 80. Dit decreet treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

- de artikelen 3 tot 9 en 63 tot 65 die in werking treden vanaf het academiejaar 2011-2012;
- artikel 68 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2012;
- de artikelen 26 tot 30, 32, 33, 62 en 69 tot 71 die uitwerking hebben met ingang van het academiejaar 2012-2013;
- de artikelen 72 tot 77 die uitwerking hebben met ingang van 1 december 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 maart 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 320-1. Commissieamendementen, nr. 320-2. — Verslag nr. 320-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 21 maart 2012.